CENTRE DE DOCUMENTATION
LIBERTAIRE DE LYON
13, Rue Pierre Blan
69001 LYON

solidarité ouvrière

Organe de l'Alliance syndicaliste
(Courant syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste d'expression française)

SEPTIEME ANNEE n°73 74 | PRIX : 1,50 F | PUBLICATION MENSUELLE N° CPPAP : 130 D 73 | AOUT - SEPTEMBRE 1977

NI de droite NI de gauche

Commencée avant les vacances, la réactualisation du programme commun n'en finit plus. L'année 1977 n'aura pas connu son habituelle pause estivale ; temps pourri et déclarations politiques ont alterné sans répit. On peut donc se demander s'il est possible, en ce début septembre, de parler sérieusement de rentrée sociale.

Pour comprendre les enjeux et les tactiques politiques actuels et ce, à quelques mois d'élections jugées « capitales » par certains, il fallait mettre les cartes sur la table et présenter des dossiers clairs. Les travailleurs discutent beaucoup sur la polémique P.C.-P.S. En toile de fond une question revient souvent : faut-il attendre 1978 pour voir aboutir nos revendications ?

Sans mouvement de masse mettant en difficulté le pouvoir patronal, c'est-à-dire sans action menaçant les rouages capitalistes, les travailleurs savent qu'ils n'obtiendront rien de sérieux. Les anarcho-syndicalistes ne sont ni de droite ni de gauche, ils sont résolument les ennemis des patrons et de leurs représentants.Pour les anarcho-syndicalistes, le débat de fond est de savoir si les travailleurs doivent soutenir des gens qui sont contre le pouvoir des travailleurs. Autrement dit, les anarcho-syndicalistes sont des travailleurs qui refusent de se battre pour d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière.

La société capitaliste craque de partout : chômage massif, misère endémique et gaspillage de plus en plus insupportable. La logique du fric et des privilégiés est mise jour après jour au banc des accusés. Mais ce processus de rejet de masse est progressif, les crises sociales, économiques et politiques que traversent les sociétés capitalistes se révèlent de longue période. Cette situation est sans précédent. Face au chômage et à l'inflation, le mécontentement grandit dans la population. Parallèlement, le mythe d'un débouché parlementaire et gouvernemental à cette opposition de masse au pouvoir patronal s'émoussent ; au fur et à mesure qu'on se rapproche des échéances de mars 1978, les positions de gauche se précisent : le parti socialiste devient de plus en plus le parti des professions libérales, des cadres de l'industrie et de l'appareil d'Etat ; le parti communiste en est arrivé à défendre le corps des officiers de l'armée et, par conséquent, le nucléaire civil et militaire. Ces gens-là courent peut-être en mauvais ordre, mais leur perspective commune reste toujours de sauver en le rationalisant, le pouvoir patronal.

CHOMAGE, VIE CHERE ET GROS PROFITS

ÇA SUFFIT

Les rapports patronaux sont unanimes : si l'indice de la production industrielle s'est redressé en juin dernier, globalement la production industrielle plafonne. Dans la logique capitaliste, cela signifie tout simplement accroissement du nombre des sans-emplois. Les informations relatives à l'emploi – nous devrions dire : au chômage – font état d'une augmentation de 26,9% de demandeurs d'emploi entre janvier et juillet de cette année.

Les fameux résultats de la lutte contre l'inflation (lutte qui a servi de justification gouvernementale et patronale au blocage des salaires ouvriers), eh bien ! ces fameux résultats sont là, accablants : entre janvier et juillet les prix « à la consommation » auront progressé de 5,9%, c'est-à-dire plus rapidement que l'an passé ! Rien qu'au deuxième trimestre, ils auront pris 3% de hausse.

Ainsi, malgré le grand tapage fait autour des prix, malgré la baisse de la T.V.A. engagée au début de l'année, tout a augmenté sauf le pouvoir d'achat des salariés.

Le mois de juin dernier a ouvert la saison des assemblées générales des entreprises. Les chiffres officiels des profits sont saisissants : 48% chez Facom, 58% chez Bic, 33% chez Schlumberger, 113% à la C.G.E.... Les bénéfices de Peugeot ont été multipliés par 2,7, ceux du métal (groupe Rothschild) par 10 !

La revue patronale « l'Expansion » de juillet-août reconnaît : « Le gros des troupes est presque gêné par l'insolence de ces réusltats trop brillants, donc particulièrement voyants en période d'austérité et de malaises en tous genres... »

Ces bénéfices spectaculaires sont réinvestis non pour augmenter les capacités de production, mais bien pour réduire les coûts salariaux et provoquer un chômage supplémentaire. En réalité, le plan Barre offre aux patrons la possibilité de transférer une fraction de revenu réel, du travail vers le capital. Et ils peuvent donc jouer ce jeu sans trop de casse du fait de la présence d'un chômage dissuasif et du relatif calme des organisations ouvrières rêvassant d'une hypothétique victoire électorale de la gauche en 1978.

Ainsi la France comme les autres pays capitalistes bourgeois est-elle frappée d'une crise de longue période. L'unique perspective du patronat dans une telle situation est la sauvegarde des profits, coûte que coûte. L'économie de profit – ou l'économie fondée sur le salariat – montre alors son vrai visage : celui de la guerre industrielle entre les trusts, celui du chômage et de l'inflation permanente, celui du blocage – pour ne pas dire réduction de la consommation populaire ; bref, celui de la violence économique s'exerçant sur les travailleurs et leurs familles.

Une telle situation ne manque pas d'inquiéter les représentants du patronat à la direction de l'appareil d'Etat. Ces messieurs savent pertinemment qu'ils risquent des ennuis électoraux, ils savent aussi que les travailleurs leur demanderont des comptes, et on vient de voir les dégats. Ils savent aussi qu'ils ne peuvent taper à la fois sur les ouvriers et sur les petits-bourgeois (commerçants et artisans) sans subir de déboires électoraux. Alors, quand on est en pareille posture on se dépêche de pondre des mesures *ad hoc*, et c'est précisément ce que font Barre et Giscard aujourd'hui en proposant à ces derniers, abattements fiscaux et autres allègements.

Tels sont en gros les points forts du prochain budget 1978 concoctés par les services du premier ministre en ce début septembre. L'équipe gouvernementale actuelle est consciente du poids électoral de cette petite-bourgeoisie, c'est de toute façon cette dernière qui « fera » les élections.

Autre aspect de la campagne électorale, le chômage. Fiscalisation des charges sociales pour les entreprises qui embauchent des jeunes, même s'il s'agit de contrats limités dans le temps, renforcement du contrôle des pointages sur le thème : « Il faut démasquer les faux chômeurs. » Nous le disons clairement : cette politique est une politique de l'indice. De telles mesures ont un objectif clair : réduire statistiquement le nombre des chômeurs. La commission des comptes de la nation concluait avant les vacances à une augmentation de 150 000 du nombre de chômeurs entre septembre et décembre !

Analysant la conjoncture sociale, la revue patronale « le Nouvel Economiste » écrit le 29 août dernier : « A moins que les salariés n'acceptent plus de jouer le jeu. Après avoir constaté la flambée des prix sur les plages, ils retrouveront leurs feuilles de paie singulièrement maigres. D'où sans doute, dès la rentrée, le démarrages de conflits durs sur les salaires. » Désormais les choses sont claires – la paix sociale, même préélectorale, voilà qui fait le jeu des patrons. Ces derniers le reconnaissent eux-mêmes.

DE LA GRENAILLE DERRIERE LE RIDEAU

On apprend que plusieurs des gros équipements d'une importante usine électro-métallurgique de Pologne viennent de subir des avaries « inexplicables ».

La production serait fortement compromise. Il s'agirait, selon la direction, de « graves erreurs » d'entretien. Mais comme ces « erreurs » sont concentrées dans les organes les plus délicats et sont à base de fil de fer, on peut affirmer que Pouget – un des théoriciens de l'anarcho-syndicalisme et du sabotage comme moyen d'action – a des enfants chéris du côté de Varsovie...

les syndicats

«Parisien» L'HEURE DES BILANS

Après bien des rebondissements, le conflit du « Parisen Libéré » apparaît aujourd'hui comme une « affaire classée ». Qu'en est-il réellement ?

C'est une vision de journaliste – ou de politicien – de penser qu'une lutte ouvrière est définitivement classée. Faire le bilan du « Parisien Libéré » n'est, en revanche, pas très difficile.

La direction du « P.L. » a obtenu quasiment tout ce qu'elle voulait : elle a réussi sa restructuration, son usine existe, elle fonctionne ; elle a diminué son personnel technique de plus de la moitié, presque des trois-cinquièmes ; la pluralité syndicale existe dans son entreprise ; elle a cassé pour l'avenir, pense-t-elle, le contrôle syndical de l'embauche ; son affiliation au Syndicat des quotidiens régionaux a été confirmée ; aucune norme de travail n'est plus reconnue dans ses ateliers (ce qu'on appelle dans le Livre les annexes techniques) ; ajoutons que la photocomposition a permis partout où elle a été installée de faire sauter les anciennes annexes, sans que les travailleurs puissent en imposer ou en négocier d'autres applicables à l'ensemble des imprimeries de presse.

La direction du « P.L. » a échoué sur deux plans : premièrement, constituer et rendre viable un nouveau circuit de distribution ; deuxièmement, éliminer complètement de ses ateliers les syndicats du Livre.

A partir de ces deux faits, ce qui a été perdu dans une lutte frontale peut-être regagné lentement, par l'action journalière, à condition bien sûr que les organisations des ouvriers présentes à Saint Ouen soient assez fortes et unitaires pour présenter un front commun à la direction.

Sur un plan plus général, la dure lutte du « P.L. » a montré aux patrons de presse que nous pouvions résister suffisamment longtemps pour mettre en danger l'existence même des quotidiens ; cela les a fait réfléchir. En revanche, les dangers d'un tel conflit risquent de nous faire accepter des choses qu'auparavant nous aurions refusées.

Il faut souligner, en conclusion, l'extrême résistance que les travailleurs ont été capables de mettre en œuvre. Si les résultats immédiats de la lutte ne sont pas aussi satisfaisants qu'on aurait pu l'espérer, cela est dû, pour la plus grande part, à l'adversaire de classe, qui a réussi à mobiliser autour de ses intérêts l'appareil de répression, de justice et de finances de l'État et, pour une moindre part, à la direction de la C.G.T. qui – par l'intermédiaire d'Henri Krasucki et des militants du P.C.F. – a réussi à conserver aux formes de lutte une intensité compatible avec l'orientation générale de la Confédération et du P.C.F.

En outre, la main-mise sur les organes de direction de la lutte par les militants du P.C.F. a détourné beaucoup de militants de l'action, ce qui fut une erreur, exploitée immédiatement par les staliniens pour renforcer leur implantation.

L'une après l'autre les boîtes de presse et de labeur « rationalisent », concrètement, cela se traduit par des licenciements et des fermetures. Comment cette situation est-elle vécue par les travailleurs ? Quelle est la riposte syndicale à une telle situation ?

Il est difficile de donner une réponse générale à la première question. Disons que le sentiment dominant est un grand désarroi. Pour certains aussi, la tentation de la fuite est présente.

Dans certaines entreprises du labeur, la combativité a été exceptionnelle. Dans ce secteur, pourtant, rien n'a pu être mis en place. Le plus souvent, comme chez Georges Lang, les structures syndicales sont complètement sclérosées. On a vu des délégués changer de service pour être licenciés, afin de toucher l'indemnité. Une sorte de sélection a rebours s'est faite dans le labeur ; les travailleurs combatifs, imaginatifs ont été écartés des postes de responsabilité – souvent par peur du gauchisme, peur quasiment panique, frôlant le ridicule chez certains responsables du labeur. Le seul recours de ce type de militants est l'autoritarisme le plus cassant. – Tous ces éléments ont fait que beaucoup de travailleurs n'ont même pas pu se mobiliser, et ils reçoivent la restructuration comme la pluie, courbant le dos en espérant que l'averse tombera à côté.

Dans la presse, un accord a été signé avec les éditeurs de journaux le 7 juillet 1976, qui prévoit la réduction des effectifs par départ en pré-retraite des camarades à partir de cinquante-sept ans, par départs volontaires avec un pécule, par transfert d'entreprise à entreprise, enfin par mutations de métiers à métiers, y compris en province.

Jusqu'à présent, ces solutions ont été suffisantes. Pourtant, les patrons semblent vouloir accélérer le processus d'introduction du matériel moderne. Certaines catégories techniques, comme les clicheurs et les rotativistes, extrêmement touchées par les modifications technologiques des procédés d'impression, ne pourront supporter cette accélération. D'où la possibilité de nouveaux conflits d'envergure. Sans doute pas avant les élections législatives...

Les travailleurs du Livre, à l'instar des dockers, passent pour des durs auprès de l'opinion publique...

On le dit pour les dockers... Pour les travailleurs du Livre, et surtout de la presse, le degré de combativité était en rapport avec le risque de perdre des conditions de travail et de salaire sans doute introuvables dans d'autres professions. En outre, la tradition de solidarité ouvrière et d'organisation remonte à plus de cent années, et le petit monde des travailleurs de la presse a conservé une vie collective qui a permis cette mobilisation.

Les travailleurs du « P.L. » n'étaient pas des abstractions, mais souvent des copains avec qui on avait déjà travaillé. Pour le reste, les « rodéos », les occupations spectaculaires, le « spécial-Grèves », tout cela s'est fait quasiment tout seul, en réponse au coup par coup à des initiatives de l'autre côté. Par exemple, lorsque nous avons appris qu'Amaury faisait fabriquer ses éditions pirates dans de petites imprimeries autour de Paris, nous sommes allés expliquer aux travailleurs de ces entreprises le rôle qu'ils jouaient ; plus tard, quand les canards venaient de Belgique, il a fallu les détecter, trouver le chemin emprunté, les lieux d'éclatement des diffuseurs et se porter le plus nombreux possible sur ces lieux pour empêcher la mise en vente dans les kiosques. Cela a été un long enchaînement. Si certains travailleurs étaient relativement habitués à militer hors des entreprises – notamment ceux qui assurent le service d'ordre de la C.G.T. et du P.C.F., assez nombreux –, beaucoup les ont rejoints. Lorsque nous avons bloqué Saint-Ouen la dernière fois, dans l'hiver 1976-1977, nous étions encore plus d'un millier, sur 4500 environ, après presque deux ans de lutte.

Il n'est pas rare de rencontrer des cégétistes convaincus, militant dans d'autres secteurs, affirmant : « Le Livre, ce n'est pas la C.G.T. ». Quelle est ton appréciation ?

Cela est de moins en moins vrai. Évidemment, il reste encore des traces du refus de la scission de Force ouvrière. Si à Paris, dans les quatre syndicats, demeurent encore le principe et des pratiques d'unité, ailleurs les responsables de la F.F.T.L. tentent de faire de la fédération une organisation de la C.G.T. d'aujourd'hui, c'est-à-dire où le P.C.F. possède de fait le rôle dirigeant de manière complète. Une lutte de tendance extrêmement dure se mène, peut-être déjà dépassée. Dépassée parce que les nouveaux travailleurs du Livre ont des réactions aujourd'hui analogues à celles des ouvriers des autres secteurs, et se syndiquent peu, quelquefois ailleurs qu'à la F.F.T.L. Et les staliniens, un jour, réussiront peut-être à prendre en main completement une federation qui ne sera que l'ombre de ce qu'elle fut. Pour nous, travailleurs de la presse non adhérents du P.C.F., cette lutte de tendance doit se mener pour notre survie syndicale et politique dans les entreprises de presse. Beaucoup trop de camarades ont déjà baissé les bras ; dans certains secteurs des imprimeries, le P.C.F. fait régner sa volonté sans partage. S'y opposer, sans s'allier avec les directions, pour rétablir la démocratie devrait être l'objectif de toute la gauche syndicale, c'est en tout cas le sens de l'intervention des anarcho-syndicalistes.

Georges Marchais déclarait récemment que les travailleurs du « P.L. » avaient vu aboutir leur lutte parce qu'ils disposaient aussi des cellules du P.C.F. présentes dans toutes les entreprises de presse. Le Syndicat des correcteurs C.G.T. a pris position par rapport à cette déclaration. Quelles ont été les réactions des autres travailleurs du Livre ?

Diverses, bien sûr, et dues à leurs affinités politiques. Ainsi les camarades du P.C.F. ont été le plus souvent satisfaits des déclarations de leur secrétaire général. On sait que l'interrogation sur leur parti, leurs dirigeants et sa politique n'est pas la qualité première des adhérents du P.C.F. De plus, toute leur formation les pousse à nier toute indépendance au mouvement syndical. C'est une notion que souvent ils ne comprennent pas.

Pour les autres, cette déclaration a soulevé un certain nombre d'oppositions, qui ne se sont pas concrétisées en dehors de la réaction du Syndicat des correcteurs qui, en quelque sorte, a sauvé l'honneur. Un camarade, vieil opposant de gauche à l'ancienne direction de la Chambre typographique, disait en souriant qu'il voyait avec un certain plaisir les staliniens rosser les réformistes.

Que représente l'extrême gauche et le courant libertaire dans le Livre ? Et leur impact dans le conflit du « P.L. » ?

D'abord, disons que l'extrême gauche est faible ; elle est en outre vieille. Expliquons-nous : les travailleurs de la presse sont souvent embauchés assez âgés, puisque ce sont les syndicats qui les placent, selon un critère d'ancienneté, à partir des syndiqués du labeur. L'embauchage étant assez faible, les travailleurs jeunes et influencés par l'extrême gauche d'après 68 sont peu nombreux. Existaient les courants anciens, présents avant 1968, trotskistes et anarcho-syndicalistes, souvent de vieux militants chevronnés et sans illusions.

Pendant le conflit s'est constituée une frange d'extrême gauche, en général non organisée mais très dynamique et souvent frondeuse, qui promène « Libération » sous le nez des responsables du P.C.F. Elle prend le relai des « vieux ».

Sur le plan des organisations, la L.C.R. et l'O.C.I. ont des militants et des contacts. L'O.C.I., qui en 1967-1970, avait quelques dizaines de sympathisants n'existe plus que par une douzaine de militants et un bulletin. Sont présents aussi des maoistes et le P.S.U.

On a trop souvent dit que le Syndicat des correcteurs était « anar » ! S'il a été créé par des libertaires, si les libertaires sont quelques uns dans son sein, cela ne signifie pas que tous les correcteurs soient libertaires. Ce qu'on peut dire, c'est qu'il a conservé un certain nombre de principes d'organisation anarcho-syndicalistes.

Telle a d'ailleurs été la difficulté des anarcho-syndicalistes du Livre. Puisque certains d'entre eux ont été responsables du Syndicat des correcteurs pendant le conflit du « P.L. » Honneur redoutable s'il en fut puisqu'il a fallu tenir le front sans recourir à l'autoritarisme, faire en sorte que la majorité des camarades comprennent qu'il fallait provisoirement s'allier les militants du P.C.F. pour combattre la direction du « P.L. » et ses appuis. Il faut dire que pour la majorité des libertaires cette nécessité a été comprise ; la plupart des camarades ont été présents dans le conflit, à part quelques défections d'anarchistes de salon, que nous n'oublierons pas !

En gros, l'extrême gauche a pu travailler en bonne intelligence pendant le conflit. Parfois, d'ailleurs, son influence a dépassé son importance numérique. Par exemple, lors du procès de Nivelles, en Belgique, le soutien aux syndicalistes de la Confédération des syndicats chrétiens qui avaient occupé une imprimerie dans laquelle était tirée une édition du « P.L. » a été principalement dûe à l'impulsion de militants d'extrême gauche. L'idée du journal des grévistes aussi, ainsi que le numéro un du « Spécial-Grève ». Bien sûr, tout cela a été repris en main par le P.C.F. On croit trop souvent que la lutte contre le monopole politique du P.C.F. passe uniquement par la radicalisation des formes de lutte. Nous, nous avons eu la démonstration du contraire. Le P.C.F. a même réussi à récupérer les « rodéos », avec la destruction des voitures...

Peux-tu faire le point sur le contrôle de l'embauche dans le contexte actuel ?

La seule chose sûre, c'est que nous avons perdu le contrôle à Saint-Ouen. Pour le reste, nous ne pouvons rien dire. Jusqu'à présent, les directions des grands quotidiens nous ont laissé replacer des camarades du « P.L. » non réembauchés à Saint-Ouen. Mais déjà Fontanet, pour son « J'informe », a embauché pour sa composition qui il voulait. Alors...

C.G.T.

Opération relance clients !

Les « fonctionnaires » de la C.G.T. n'auront pas eu, cet été, de véritables vacances. Dès le 9 août, dans une lettre adressée aux membres du comité confédéral national, Geprges Séguy écrivait : « Le bureau confédéral a procédé à un examen du développement de la bataille des trois millions. (...) Sans sous-estimer en quoi que ce soit les efforts réalisés et les résultats obtenus, il convient, pour l'essentiel, d'observer que le rythme et l'engagement militant dans cette bataille de recrutement sont généralement bien en-dessous de l'effort nécessaire à la réalisation de notre objectif des trois millions de syndiqués. Dans le cadre d'une série de dispositions que nous soumettrons à la discussion de la C.E. de septembre, nous avons jugé utile d'anticiper à propos d'une initiative concrète destinée à donner l'ampleur exigée à notre démarche « cartes en main » vers les travailleurs. Toute la direction confédérale et les collaborateurs coopérant avec une U.D. s'engageront dans cette initiative, et déjà des dispositions sont prises pour que, notamment, chaque membre du B.C. soit à même de participer chaque mois, avec des militants d'une grande entreprise et « cartes en main », à un contact direct et multiforme avec les travailleurs. »

A sept mois des élections, il était grand temps !

Depuis quelques années, les faits sont là et les déclarations aux militants aussi : la C.G.T. perd en influence. Son ralliement au Programme Commun n'a pas arrangé les choses. La classe ouvrière est têtue : elle ne se fait pas à la division des tâches syndicat-parti et elle n'arrive pas à comprendre que le syndicat n'ait d'autre programme que celui d'organisations non ouvrières.

Toute les récentes campagnes d'adhésions se sont soldées par une série d'échecs. Il fallait donc se ressaisir, voilà qui est fait. Mais cette fois, on mettra le paquet sur l'indépendance syndicale. Cela n'est pas très grave à la C.G.T., surtout lorsque l'on précise à tout bout de champ : « Aucun changement réel ne peut être assuré sans un changement politique » (entendre parlementaire). De là à conclure que l'action syndicale ne sert à rien, il n'y a qu'un pas qu'hésitent à franchir carrément les fonctionnaires syndicaux.

Si le P.C. tente de redorer sa réputation de parti d'opposition – plus à gauche que le Programme Commun –, la C.G.T. fait de même, mais cette fois avec le P.C. !

Prenons un exemple significatif de cette nouvelle humeur : dans une interview diffusée le 24 août dernier sur T.F.1, Georges Séguy déclarait : « Il ne saurait être question pour la C.G.T. de consentir demain à la gauche les sacrifices que nous refusons aujoud'hui à la droite... ». Ceci après avoir rappelé le même jour, mais cette fois à l'A.F.P. « La C.G.T. est une organisation indépendante et majeure... »

Dans la série « Nous sommes indépendants », le point le plus savoureux est franchi lorsque P.C. et C.G.T. sont amenés à s'opposer sur la question brûlante de la réduction de la hiérarchie des salaires. Si le P.C. propose de ramener de 1 à 5 l'écart moyen des grilles de salaire et de plafonner à 12 000 francs les salaires donnant lieu à maintien du pouvoir d'achat, la position de la C.G.T. ne s'est pas faite attendre : « Il y a très peu de salaires supérieurs à 14 000 ou 15 000 francs. Nous demandons pour eux le maintien du pouvoir d'achat ; il est absurde de dire qu'« il faut les réduire pour financer l'augmentation du S.M.I.C. » Et Georges Séguy déclarera encore, le 31 août, sur Europe 1 : « Nous n'accepterons jamais que, par des décisions d'en haut, on mette en cause la liberté de négociation des salaires... »

Ainsi les cartes sont-elles distribuées. On comprendra le refus embarassé d'Edmond Maire de recevoir le P.C. La relance « clients » du P.C. en direction de la C.F.D.T. est un des éléments les plus importants de la politique parlementaire actuelle.

De la bataille de Malville à l'écologie parlementaire

Vendredi soir 19 juillet. D'innombrables cars et voitures montent vers Malville. Partout, des inscriptions anti-nucléaires. C'est l'enthousiasme. Les manifestants écologistes se font des signes, se reconnaissent. Les voitures sont barbouillées. C'est la fête...

Samedi. Des forums sont organisés un peu partout, beaucoup de gens y participent. Un sujet revient toujours : violence ou non-violence ? C'est en définitive autour de ce thème que s'orientent toutes les conversations. Vers la fin de la soirée, les discussions se transforment un peu. On quitte la théorie, on envisage le côté pratique de la chose : en cas de bagarre, que faut-il faire ? L'atmosphère est tendue. Tous le monde sait qu'on va se battre.

La population est à cent pour cent avec nous. De nombreuses marques de sympathie nous sont témoignées. Dans un garage, on voit une grande barre de fer de plusieurs mètres. On demande au garagiste si on peut la prendre. Il nous répond : « En combien de morceaux je vous la coupe ? » On obtient également sans problème des déchets de chambre à air pour faire des lance-pierres.

Des paysans s'extasient : « Il y en a qui viennent de loin ! » Ils ont le sentiment que tous ces manifestants viennent défendre la région. Les gens du coin ne sont pas du tout apeurés par les chevelus-barbus. Au contraire, le sentiment qui prédomine est la reconnaissance. L'intense propagande du pouvoir pour présenter les manifestants comme des barbares-casseurs a complètement échoué. Les commerçants sont tout étonnés qu'on dise « merci madame, au revoir madame ».

Dimanche, Montalieu, vers 8 h 30, le cortège démarre. On marche en rase campagne. Les organisateurs donnent des instructions avec des mégaphones. Ils feignent de ne pas s'apercevoir que de nombreux manifestants sont casqués. Beaucoup de manifestants ont également leurs propres cartes d'état-major et discutent du parcours avec les organisateurs : la confiance ne règne pas, on craint de se faire détourner.

Effectivement, peu à peu on s'aperçoit qu'on tourne en rond. Les organisateurs nous disent que c'est une « tactique ». Ainsi, on nous demande de faire confiance aux organisateurs, même quand on tourne le dos au site...

Des accrochages surviennent avec le service d'ordre. On aimerait rejoindre ceux qui sont partis de Morestel. Le service d'ordre nous dit : « On va les rejoindre ; regardez, on les voit au loin ». Effectivement, on les voit. Mais nous, on continue de s'éloigner du site, alors qu'eux se dirigent vers lui...

Peu à peu, le service d'ordre est débordé. S'il continue d'essayer de nous contenir, c'est avec lui qu'on va se battre. Des appels de mégaphone nous enjoignent au pacifisme. « restez avec nous », qu'ils disent. Presque tous les manifestants, violents et non-violents, débordent le service d'ordre et se dirigent vers le site. Les élus drapés de tricolore sont dépités : « ça y est, c'est foutu ! ».

A toute vitesse, on se dirige droit sur le site. On entend des grenades. On avance par petits groupes séparés. Certains manifestants mieux équipés mettent dans les yeux des autres des gouttes d'un produit pour diminuer la douleur causée par les lacrymogènes. Notre propre service d'ordre dirige les manifestants sur le lieu de la bataille : « allez appuyer nos camarades qui se battent ! ».

Les « forces de l'ordre » sont sur la route au fond de la vallée : c'est là qu'on se bat. Il y a des grenades offensives et des grenades lacrymogènes. Un copain qui était dans les commandos à l'armée nous explique comment les reconnaître.

A mi-chemin de la vallée, on voit le service d'ordre d'un groupe gauchiste non identifié, ils forment un rassemblement compact. On m'interpelle : « ça ne sert à rien de charger tout seul » ! Ça me paraissait raisonnable. Je me joins à eux. J'atttends quelque temps leur charge. Je l'attends toujours. Ils sont restés là des heures sans bouger. On ne les a pas vus se battre. J'ai appris plus tard qu'ils avaient pour consigne de ne pas bouger, et ceux qui allaient se battre étaient exclus.

Je suis donc allé seul rejoindre les quelques centaines de gars qui se battaient. Les grenades tombent de tous côtés. Plusieurs fois, j'ai été jeté à terre par le souffle. Parfois, je n'entendais plus rien pendant plusieurs minutes. On avait constamment les yeux en l'air pour voir venir les grenades afin de pouvoir les éviter. La plupart du temps, la fumée des lacrymogènes masquait leur arrivée.

Il faut préciser que le gros des manifestants était resté sur la hauteur, hors de portée, et regardaient le spectacle. On leur crie de venir se joindre à nous. Le service d'ordre des « organisateurs » nous prodigue des encouragements : « Cette manifestation est pacifique ». Ah bon ! Je n'avais pas remarqué que les flics étaient pacifiques. Ou encore : « Vous êtes des irresponsables ». Dans la rubrique « irresponsables », on verra plus loin pour distribuer les rôles.

Les mégaphones du service d'ordre des « Organisateurs » auront servi, pendant quatre heures, à démobiliser les manifestants. Un moment, on réussit à investir la petite route qui borde le village de Faverges. Pour nous repousser, les flics nous balancent des grenades offensives à la main, ou des grenades lacrymogènes à tir tendu. On est repoussé de nouveau sur le champ. Après plusieurs heures, ceux qui se battent sont de plus en plus clairsemés. Parmi les blessés, il y a beaucoup d'anarchistes.

Un moment, je suis sonné par une grenade, et je commence à m'asphyxier. Les gars du service sanitaire de la manifestation m'ont soigné, et j'ai pu constater que c'était un service extrêmement efficace. Tout avait été prévu. Les organisateurs savaient ce qu'ils faisaient.

Peu à peu, on se rend à l'évidence : c'est rapé. Les flics le sentent, ils bombardent de plus belle. On décroche, seuls quelques isolés résistent encore. C'est alors qu'on entend la meilleure blague de la journée. Un organisateur crie dans son mégaphone : « Ne partez pas, y en a encore qui se battent ». Faut le faire !

Ce n'est que sur la route du retour qu'on a appris qu'il y avait un mort...

Quelques commentaires fugitifs

On s'est battu à quelques centaines alors qu'il y avait 50 000 manifestants dont plusieurs milliers étaient casqués. Ces derniers criaient fort, mais ne se battaient pas. Du fond de la vallée, quand on regardait les spectateurs, en haut, on ne voyait que des têtes casquées. Dans quelques temps, quand on recensera les « anciens combattants » de Malville, on s'apercevra qu'on était deux mille... Plusieurs groupes gauchistes en ordre de bataille n'ont pas chargé. Pourquoi ?

Quelques impressions beaucoup moins fugitives

Sur 50 000 manifestants, on ne peut bien sûr pas attendre d'eux qu'ils aient tous la volonté de se battre contre les flics. Mais le problème reste posé de savoir si l'on aurait pu, oui ou non, parvenir sur le site de la centrale, malgré les flics — c'est à dire en se battant — si l'on avait été un peu plus nombreux. Je suis persuadé que oui. Il ne s'agit pas de prôner la violence pour la violence, ni d'avoir des tendances suicidaires. Les têtes brûlées qui sont prêts à aller se cogner avec les flics à n'importe quel prix et dans n'importe quelles conditions sont finalement très peu nombreux. A malville, je pense que, plus nombreux à se battre, on passait.

Il faut bien voir une chose : les flics sont très bien équipés, mais ils ne brillent pas par leur courage. Ce sont des froussards qui n'ont pas l'habitude d'avoir face à eux des groupes compacts, organisés, qui les chargent. Ils ont l'habitude de se battre contre un petit nombre de gens à la fois, éparpillés sur le terrain et inorganisés. J'ai vu des charges de vingt ou trente manifestants provoquer une débandade de flics, beaucoup plus nombreux.

Mais au-delà du problème : « Passait-on, ne passait-on pas », se pose la question de la signification de la manifestation, des enjeux et des perspectives. Autrement dit : que cherchaient les organisateurs ?

Les comités Malville, les groupes écologistes, dont les Amis de la terre, ont constamment condamné la violence. Néanmoins, cette manifestation, prévue longtemps à l'avance, a lancé avec une ampleur rarement vue le débat sur la violence et la non-violence. La possible utilisation de la violence à l'occasion de la marche a largement contribué à la publicité concernant cette dernière.

Et même, tout en faisant des proclamations de non-violence, les organisateurs ont largement accrédité l'idée selon laquelle la manifestation serait violente : d'une part, ils ont lancé l'idée — tout à fait juste d'ailleurs — selon laquelle la lutte contre le nucléaire était pour la population une question de légitime défense ; d'autre part, ils ont proclamé haut et fort : « On ira au site même si l'on nous en empêche ». Là où cela devient ambigu, c'est quand on leur demandait : « Alors, vous allez donc vous battre ? », ils répondaient : « Non ».

Si l'on ne veut pas de violence et si l'on veut malgré tout remporter une victoire sur les flics armés, c'est qu'on a imaginé d'autres moyens, non-violents, qui pourraient être aussi efficaces ou même plus efficaces que la violence. N'importe quel militant ayant un minimum de bon sens devrait être prêt à employer des méthodes non-violentes si celles-ci peuvent permettre d'économiser des blessés ou des morts. Il ne s'agit donc pas de faire un procès à la non-violence comme principe.

Mais la non-violence de masse, comme la violence de masse, cela s'organise. Or on ne peut que constater une chose : c'est qu'il n'y avait aucune organisation de la non-violence à Malville, rien n'avait été prévu (sauf le service de secourisme...), rien n'avait été imaginé, c'était la débandade complète, les responsables des organisations écologiques étaient complètement désorientés. On pourra toujours mettre cela sur le compte des « violents » ; il reste qu'à Malville ce ne sont pas les « violents » qui ont débordé les organisateurs, ce sont les organisateurs qui ont refusé d'envisager sérieusement l'emploi de la non-violence. On a pu voir quelques groupes pacifistes faire des *sit-in* ou entamer une sarabande autour d'un peloton de gardes mobiles, en leur lançant des fleurs et en chantant des chansons. Les flics les ont chargés et c'était fini. Ces gens-là déconsidèrent la non-violence, la vraie, celle qu'a employée le peuple tchécoslovaque contre un ennemi incomparablement plus puissant.

Alors on peut se poser un question : pourquoi ?

Les organisateurs ont profité de la propagande faite autour de la violence, après et avant la marche. La violence leur a servi d'amplificateur. Malville a fait la une des journaux pendant une semaine après la manifestation.

Le fond de la question est que, violence ou non-violence, le problème n'est pas là pour les organisateurs. Le vrai problème est qu'il leur faut apparaître aux yeux de l'opinion publique comme des gens responsables, il leur faut avoir une image de marque « sérieuse » pour les prochaines élections législatives. Violents ou non-violents, des milliers de manifestants, à Malville, se sont faits manipuler par des apprentis politiciens.

Cantonner le débat interne du mouvement écologiste à la question de la violence ou de la non-violence est un faux problème. Bien plus important est le débat sur la stratégie électorale ou non électorale. Ensuite vient la question de savoir quelles couches sociales on veut toucher. Les dirigeants des mouvements écologistes, qui ne sont pas des imbéciles, font des efforts pour tenter de « prolétariser » leurs rangs. Ce sont ces mêmes mouvements qui veulent présenter des candidats aux élections. Il y a, bien entendu, un rapport entre ces deux constatations. Les militants ouvriers vont-ils apporter sur un plateau d'argent leur caution — et leurs voix — aux organisations écologistes existantes ou vont-ils prendre leurs propres problèmes en main, y compris les problèmes écologiques ?

EN DIRECT DE E.D.F.

On n'aura jamais vu un communiqué signé par les cinq fédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., U.N.C.M. (cadres et maîtrise) aussi tortueux que celui qui nous a appelés à faire grève une heure le 11 août dernier. Il s'agissait de protester contre les « atteintes à l'honneur et à la sécurité des agents d'E.D.F » après les divers attentats plus ou moins ratés et les nombreux bombages sur les bâtiments et les bureaux de l'E.D.F au moment de Malville.

On y allait très loin dans ce communiqué, jusqu'à scandaliser les masses en leur laissant entendre que les contestations les comparaient aux « Waffen S.S. de sinistre mémoire ».

Mais tout ce que la presse a retenu de l'affaire, c'est que l'ensemble des organisations syndicales de l'E.D.F., une semaine après les violences policières de Malville, condamnaient à leur tour... les opposants au nucléaire. Et c'était bien le plus important pour les initiateurs de cette (ré)action, au premier rang desquels se trouvait la C.G.T.

Quelques explications. L'E.D.F. fait parti partie de ces boîtes où existe un esprit « maison » fortement ancré parce que plein de bonne conscience. Ses origines remontent à la nationalisation, juste après la guerre, en pleine période de reconstruction ; c'était le temps où la classe ouvrière était invitée à retrousser ses manches pour remonter le pays. Le personnel recruté alors, presque exclusivement syndiqué à la C.G.T., a été formé dans ce mythe de la boîte « pas comme les autres », au service du public et de la nation. Et cet état d'esprit se retrouve aujourd'hui, d'abord parce que tous ces gens sont maintenant à des postes de responsabilité, soit dans la hiérarchie, soit dans les syndicats.

Il est entretenu soigneusement par la direction au travers d'une propagande de tous les instants en faveur des grandes réalisations d'E.D.F. : c'est d'abord le nucléaire et les maisons au « tout-électrique » dévoreuses d'énergie. L'objectif est double : se lier le personnel, mais aussi lui faire défendre à l'extérieur de l'entreprise la politique d'E.D.F.

Du côté syndical, la chanson est semblable ; le syndicat majoritaire (plus de 45%) est la C.G.T., totalement dominée par le P.C. qui a, en plus, de nombreuses cellules d'entreprises. L'E.D.F. est pour eux le modèle de la grande entreprise nationalisée, efficace, telle qu'on peut en rêver en feuilletant le programme commun. Bien sûr, on n'est pas toujours d'accord avec la politique que le gouvernement lui impose ; mais, globalement, toucher à l'E.D.F., c'est toucher au bien de la nation...

Quant aux autres organisations, les plus corporatistes (C.F.T.C., F.O., U.N.C.M.) emboîtent le pas en en rajoutant à l'occasion ; seule la C.F.D.T. va parfois à contre-courant en essayant de définir son socialisme autogestionnaire, mais elle est très minoritaire (25% des voix).

Donc, en gros, chez les travailleurs, on retrouve à tous les échelons de la hiérarchie une solide bonne conscience. Arrive là-dessus la montée des préoccupations écologiques qui apparaissent dans le travail quotidien : on se soucie de plus en plus du bruit des installations, de la pollution que peuvent causer certains matériels ; il est de plus en plus difficile d'avoir l'accord des propriétaires pour faire passer les lignes à haute tension et finalement le nucléaire...

Tout cela pose problème, oblige à réfléchir et à discuter en dehors des schémas politiques tout tracés, d'autant plus que la C.F.D.T. répercute tout ça en s'opposant par exemple à Super-Phénix.

Bien sur, ce n'est pas un ras de marée ;

Ainsi, au lendemain de Malville, les cellules P.C. ont diffusé massivement l'article de Leroy paru dans « L'Humanité », qui paradoxalement ne s'étendait pas trop contre le gouvernement ou les antinucléaires, mais attaquait à fond la position ambigüe du P.S..

Puis, en jouant sur l'esprit « maison », les communistes ont réussi à compromettre la fédération C.F.D.T. dans cette grève anti-écologique du 11 août. Seulement, cela n'a pas déchainé l'enthousiasme des travailleurs ; pas mal de syndicats C.F.D.T. ont refusé d'y participer et, dans les A.G. qui ont eu lieu, le problème du nucléaire a été enfin débattu, souvent pour la première fois... ce qui a mis en évidence le doute grandissant de beaucoup de gens sur l'optimisme officiel.

Le syndicat de la Métallurgie des Yvelines Sud (C.F.D.T.), réuni en congrès le 10 juin 1977 à Versailles, apporte son soutien à la classe ouvrière espagnole, à ses syndicats U.G.T. et U.S.O. et notamment à la Confédération Nationale du Travail qui actuellement, comme en 1936, lutte pour l'avènement d'une Société autogérée et fédéraliste.

informations internationales

ESPAGNE :
LE CREUSET LIBERTAIRE

C.N.T. DE ESPAÑA

Pour un libertaire français, la réaction première au contact du mouvement espagnol est un choc. Dans les fédérations locales, dans les syndicats, au salon Diana, au parc Guell, lors des journées libertaires de juillet, comme dans les meetings d'affirmation confédérale (à Madrid, à Valence, à Montjuich), la réalité du mouvement de masse est tellement différente de ce que nous connaissons qu'elle déclenche une sorte de sentiment d'impuissance et d'inutilité. En regard de ce qui se passe là-bas, la pauvreté de notre réalité apparaît dans toute sa vérité. En France, seul le mouvement communiste stalinien peut prétendre avoir un impact d'une telle qualité de masse.

Ce choc de la réalité d'un mouvement libertaire de masse est la première constatation, celle qui saute aux yeux immédiatement. Ensuite, son extrême jeunesse, la présence des deux sexes, le climat fraternel et tolérant. Bien sûr, il existe des tensions et des incompréhensions entre générations, entre tendances, entre sensibilités. Au salon Diana, un militant de la C.N.T. s'en expliquait : « Par la discussion, l'affrontement fraternel et démocratique, la comparaison et l'analyse des pratiques, l'engagement personnel, renaît aujourd'hui dans l'organisation un militant ouvrier de type nouveau, apte à jouer son rôle dans une organisation libertaire. » Là a été, est et sera la force du mouvement espagnol : sa volonté d'assumer les contradictions dans la liberté et de faire que tous puissent travailler à son développement.

Que penser de cet adhérent du parti ouvrier révolutionnaire, marxiste-léniniste, venu dire qu'il était à la C.N.T. et que les anarchistes étaient ses camarades, déclaration très lointaine du mépris condescendant affiché par le même type de militant en France ? Risque d'infiltration ou faculté d'aspiration de la confédération ?

En effet, la C.N.T. n'est pas une organisation syndicale « neutre » ; la force de la conviction libertaire est omniprésente, autant par le comportement des camarades présents que par la floraison des insignes, drapeaux, badges, banderoles. A côté des thèmes traditionnels du communisme libertaire et du syndicalisme révolutionnaire sont présentes également des préoccupations communes à toutes les jeunesses du monde industriel : tolérance, permissivité, simplicité, recherche des relations fraternelles entre les individus, recherche aussi de la fête et de la joie collective.

La cohabitation de ces deux grands types de démarches est à première vue paradoxale,. Parce qu'elle est présente, pour une grande part, dans l'organisation syndicale, la C.N.T. ne peut être comparée aux autres organisations qui se réclament du prolétariat ; elle n'en reste pas moins une confédération syndicale et, dans tous les pays d'Europe, les organisations butent sur ces réactions de la jeunesse.

Est-on en présence, là aussi, de la naissance d'un phénomène nouveau ? La fusion de la tradition révolutionnaire du « vieux » mouvement et du « néo-anarchisme » sera-t-elle possible ? Il semble que ce problème soit d'une importance capitale. Si le mouvement libertaire espagnole réussit à intégrer ces deux aspects, il sera le premier à répondre là où ont échoué tous les courants politiques de gauche dans les pays développés, y compris jusqu'à présent notre mouvement libertaire français.

Plutôt que convergence, il est plus exact de parler aujourd'hui de développement parallèle. Mais, tôt ou tard, la nécessaire synthèse devra être tentée...

Un vieux militant de la clandestinité nous disait que depuis le meeting du 2 juillet, à Barcelone, réunissant d'après les témoins oculaires entre 200 000 et 300 000 personnes, certains syndicats de Catalogne ont grossi de 1000 pour cent ! Les syndicats des métaux de la province de Barcelone regroupent à la fin juillet environ 12 000 travailleurs. 60 000 affiliés dans toute la Catalogne donne une idée du développement de la confédération, alors qu'un chiffre de 15 000 nous avait été donné début juin.

Dans les autres régions, le mouvement suit la même courbe en hausse. Un délégué du syndicat de la construction – en France, nous dirions du bâtiment – de Giron, dans les Asturies, fit un compte-rendu de la grève de ce secteur. Bien que très minoritaires au commencement du conflit, qui entrait dans son troisième mois en juillet, les militants confédéraux ont réussi à impulser le modèle anarcho-syndicaliste dans la lutte : décisions prises par les assemblées de grévistes et élection, par ces mêmes assemblées, des délégués pour les contacts divers et les négociations ; avec l'annonce publique, sous les applaudissements des milliers de participants aux journées du parc Guell, qu'un quart des adhérents des commissions ouvrières était entré à la C.N.T., alors que la lutte continuait et que l'organisation confédérale refusait une action concertée d'appel à la syndicalisation.

Actuellement, 200 000 travailleurs sont organisés dans la confédération, chiffre approximatif bien sûr.

Les militants libertaires français, et particulièrement les lecteurs de « Soli », savent combien l'Alliance a suivi et soutenu la renaissance de la C.N.T., particulièrement depuis l'annonce de la reconstitution d'un comité régional provisoire en Catalogne. Souvenons-nous de l'annonce de la tenue d'un plénum de cette région, il y a moins de deux ans, où se trouvaient 700 participants, dont 400 délégués. Et mesurons le chemin parcouru...

Il reste des inconnues. Que va devenir l'U.S.O. ? Courant syndical impulsé par les socialistes chrétiens, proche de la C.F.D.T. (permanents à Paris, soutien international), cette organisation se cherche. Un de ses militants nous a exposé ses difficultés, dues à trois causes :

– coller aux commissions ouvrières, grandes protagonistes du pacte social et relais syndical du P.C.E. et du P.S.U.C., n'a pas satisfait tous les militants ;

– le courant ouvrier authentiquement autogestionnaire de l'U.S.O. est attiré par le dynamisme et les principes d'organisation de la C.N.T. ;

– l'autre courant, proche de la social-démocratie, se rapproche de l'U.G.T.

Le même militant, dans tous les cas, ne semblait pas assuré de la pérennité de son organisation et laissait entendre que les travailleurs actuellement réunis dans l'U.S.O. rejoindraient à terme qui la C.N.T., qui l'U.G.T.

Camacho, élu député aux Cortes, revendique 800 000 adhérents à la Confédération nationale des commissions ouvrières. Nos camarades pensent que ce chiffre est exagéré. De plus, ajoutent-ils, les C.O. pratiquent la distribution des cartes plutôt que la recherche à organiser réellement les travailleurs. Ils manqueraient de militants. Cette difficulté, qui est réelle pour tous les secteurs politiques de l'Espagne, est particulièrement grave pour un mouvement aussi hiérarchisé et dirigiste que le mouvement stalinien.

Il est très difficile de savoir quelle est l'influence exacte de la gauche marxiste. Les trotskistes sont divisés sur l'intervention syndicale, les uns adhérant aux organisations traditionnelles, les autres s'affiliant aux commissions ouvrières. Le P.O.U.M. semble avoir quasiment disparu. Les maoïstes sont sans doute les plus nombreux, qui impulsent au moins deux centrales syndicales, sous le nom générique de « syndicats unitaires », divisées selon les diverses organisations (P.T.E., O.R.T., M.C.E., etc.). En tout cas, les syndicats unitaires étaient présents dans la grève du bâtiment des Asturies et s'y sont fait entendre, malgré l'opposition des commissions ouvrières. La C.N.T. a soutenu leur droit à présenter leurs analyses devant les travailleurs.

Enfin nos camarades affirment que l'U.G.T. se développe. La plupart de ceux avec qui nous avons discuté s'en réjouissent, en insistant sur la possibilité dans l'action quotidienne de pouvoir travailler avec les socialistes du P.S.O.E. Pour la grande centrale socialiste, c'est précisément là le problème : que va devenir face à la revendication d'autonomie de décision des travailleurs la liaison organique entre U.G.T. et P.S.O.E. ?

L'EXEMPLE ESPAGNOL ?

Nous devons être très attentifs. La reconstitution d'un organisation de masse ayant pour base le modèle anarcho-syndicaliste et se battant pour le communisme libertaire en Espagne n'a pas qu'une portée exclusivement espagnole.

Sans vouloir établir trop de corrélation historique, rappelons-nous que dans les années 1900, la C.G.T. française, alors syndicaliste révolutionnaire, a eu un impact très important sur la conscience des travailleurs européens. Par le seul fait de son existence, elle a influencé tous ceux qui cherchaient réellement à combattre le capitalisme et commençaient à se détourner de la social-démocratie. Beaucoup de travailleurs, y compris là où le réformisme était très puissant, comme en Allemagne ou en Suède, tentèrent, en s'inspirant du syndicalisme français, de sortir de la collaboration de classe et du parlementarisme.

Aujourd'hui, on peut raisonnablement penser qu'un phénomène analogue se produira. D'autant. et plus encore qu'il y a soixante-dix ans, que les choses sont plus claires : toutes les organisations syndicales de l'Europe industrielle sont prêtes à accepter la logique de l'austérité, toutes sont prêtes à aider à l'accouchement d'une nouvelle mouture du capitalisme, avec plus ou moins de grognements et de réserves. En tout cas, aucune n'est décidée à s'y opposer. En France, en Italie, en Allemagne, en Angleterre, aucune organisation importante ne casse le petit jeu de la politique de la pression, de l'action de justification et des gesticulations contradictoires.

Quel sera, sur les travailleurs, sur les militants, l'impact de l'information – qui passera malgré tous les blocages – qu'une organisation syndicale refuse le petit jeu, qu'elle s'oppose vraiment au pacte social, compromis historique et autres programmes de gouvernements ?

Mais tout ne se passe pas qu'en Espagne. Nous devons, nous aussi, prendre à notre compte cette possibilité. Et faire en sorte que nous aussi, en France, un jour, nous puissions être le ferment d'une opposition à la social-démocratisation de l'Europe.

A NOS LECTEURS

« Solidarité Ouvrière » reparait de façon régulière à partir de ce numéro. Depuis le début de cette année, deux numéros seulement sont sortis sans explication quant à la soudaine « trimestrialité » du journal. Les causes de cette situation sont diverses : elles vont des habituelles difficultés financières inhérentes à la production de tout journal militant jusqu'à des divergences quant au contenu et aux références de « Solidarité Ouvrière » et de « l'Alliance Syndicaliste ».

Constituée après 68, l'Alliance a toujours été indépendante des organisations anarchistes existantes. Nous avons toujours eu une attitude critique dans le mouvement libetaire, ne cachant pas notre point de vue sur des questions qui nous paraissaient fondamentales (travail de masse dans la classe ouvrière, lutte de classe, pouvoir ouvrier, autogestion...) Ces positions ont été diversement appréciées ; certains nous traitant de « néo-marxistes », d'autres nous accusant de vouloir constituer un « Parti syndicaliste ».

Si la vocation de l'Alliance, qui est de rassembler sur une plate-forme claire les travailleurs libertaires, la différencie des autres organisations, cela n'enlève rien à notre appartenance au mouvement libertaire.

Voilà pourquoi, avec l'U.T.C.L. et d'autres groupes régionaux, nous préparons depuis juin dernier une conférence nationale des travailleurs libertaires, qui aura lieu début novembre.

Pour revenir au journal, un mot sur les problèmes rédactionnels : l'équipe responsable de la rédaction de « Soli » en a ras le bol d'être essentiellement parisienne ; alors, camarades de province, sortez les porte-plumes !

Permanence région parisienne :
le mardi de 17 h à 20 h 30.
21, rue Jean-Robert, Paris-18e
métro Marx-Dormoy.

★

Région Aquitaine, écrire :
« Solidarité ouvrière »
7, rue du Muguet, 33-Bordeaux.

Abonnement : un an : **15 F**
Abonnement de diffusion, un an,
5 exemplaires par mois : 75 F ;
10 exemplaires : 130 F ;
20 exemplaires : 250 F.

★

Adresser toute correspondance et fonds pour abonnements et soutien à :

D. VAÇULIK - B.P. 40
77340 PONTAULT-COMBAULT

Ne pas mentionner
« Solidarité ouvrière ».

N° CPPAP : 130 D73
Directeur de la publication :
GEORGES YVERNEL
Imprimeurs Libres - Paris 20ème - 366 91 53